



**POLITIQUES
EN BREF —**

1988

368 - 89
0303

TABLE DES MATIÈRES

page

RAISONS DE RÉÉLIRE LE GOUVERNEMENT MULRONEY	3
RAISONS DE NE PAS ÉLIRE LES LIBÉRAUX	13
RAISONS DE NE PAS VOTER NPD	23
NOTRE CAMPAGNE	33
MAINTENIR LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE	35
Industrie, sciences et technologie	38
Énergie	39
Petite entreprise	40
Agriculture	41
Pêches	42
Forêts	43
Mines	44
Tourisme	45
Transports	46

(suite)

TABLE DES MATIÈRES (suite)

page

PARTAGER LA RICHESSE 47

APPLIQUER NOTRE NOUVELLE
APPROCHE 52

PROTÉGER LA SOCIÉTÉ 57

PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT 61

RENFORCER LA NATION 66

HONORER LES ENGAGEMENTS
DU CANADA 71

RAISONS DE RÉÉLIRE LE GOUVERNEMENT MULRONEY

1. NOUS PRÉSENTONS UN BILAN DE RÉUSSITES

Nous avons tenu nos promesses de créer des emplois (1,3 million), de réduire le déficit (de près de 10 milliards \$), d'accroître les investissements, de rétablir l'harmonie dans les relations fédérales-provinciales et d'honorer les obligations internationales du Canada. Notre économie, notre culture, notre unité nationale et notre image internationale sont toutes plus fortes aujourd'hui qu'il y a quatre ans.

Nous savons ce que nous faisons et pourquoi nous le faisons. Notre bilan des quatre dernières années prouve que nous sommes capables de bien diriger le Canada dans les années à venir.

RAISONS DE RÉÉLIRE LE GOUVERNEMENT MULRONEY

2. NOUS AVONS UNE STRATÉGIE POUR L'AVENIR

Nous savons que la prochaine décennie sera une période de profond changement pour le Canada et nous avons une stratégie pour maîtriser ce changement et le tourner à notre avantage. Notre Accord de libre-échange avec les États-Unis, nos politiques de commerce extérieur, nos mesures d'aide à l'innovation technologique, nos programmes de formation et notre stratégie d'alphabétisation sont entre autres choses les gages de la vigueur et de la prospérité économique futures du Canada. Nous sommes sur la bonne voie depuis quatre ans, celle qui mène à un pays plus fort.

Nous savons ce que nous faisons et pourquoi nous le faisons. Notre bilan des quatre dernières années prouve que nous sommes capables de bien diriger le Canada dans les années à venir.

RAISONS DE RÉÉLIRE LE GOUVERNEMENT MULRONEY

3. NOUS AVONS UNE PERSPECTIVE INTERNATIONALE

Nous croyons que le Canada a un rôle unique à jouer dans la communauté internationale, de par son statut de puissance moyenne et ses liens avec les nations industrialisées ou en voie de l'être et avec les instances internationales traditionnelles ou de formation récente. Nous mettons les valeurs et les atouts du Canada au service de la communauté mondiale et contribuons de la sorte à la solution des problèmes internationaux.

Nous savons ce que nous faisons et pourquoi nous le faisons. Notre bilan des quatre dernières années prouve que nous sommes capables de bien diriger le Canada dans les années à venir.

RAISONS DE RÉÉLIRE LE GOUVERNEMENT MULRONEY

4. NOUS SOMMES LÀ QUAND LES CANADIENS ONT BESOIN DE NOUS

Nous croyons que le gouvernement fédéral a le devoir d'apporter aide et protection aux Canadiens et à la société canadienne sans tomber dans l'ingérence ou empiéter sur les droits des citoyens. Quand les agriculteurs ont eu besoin de notre aide, nous les avons indemnisés des dommages causés par la sécheresse et avons créé à leur intention le Programme spécial pour les grains. Nous avons réorganisé notre appareil judiciaire pour mieux assurer la sécurité de nos collectivités et nous avons pris des mesures rigoureuses contre les problèmes environnementaux et ceux qui en sont responsables.

Nous savons ce que nous faisons et pourquoi nous le faisons. Notre bilan des quatre dernières années prouve que nous sommes capables de bien diriger le Canada dans les années à venir.

RAISONS DE RÉÉLIRE LE GOUVERNEMENT MULRONEY

5. NOUS CROYONS À LA SOUPLESSE ET AU LIBRE CHOIX

Nous comprenons que le gouvernement n'a pas le monopole des solutions. Un même problème peut susciter des besoins différents; nous croyons donc que les politiques fédérales doivent être assez souples pour pouvoir y répondre. Nous avons rétabli un élément de souplesse dans les prises de décisions fédérales et nous respectons le droit des Canadiens de choisir les solutions qui répondent le mieux à leurs besoins. Notre Stratégie nationale de garde des enfants en est un bel exemple puisqu'elle propose une approche nationale qui respecte à la fois le choix des parents et la compétence des provinces. ³⁰⁾

Nous savons ce que nous faisons et pourquoi nous le faisons. Notre bilan des quatre dernières années prouve que nous sommes capables de bien diriger le Canada dans les années à venir.

RAISONS DE RÉÉLIRE LE GOUVERNEMENT MULRONEY

6. NOUS AVONS LE MEILLEUR CHEF ET LA MEILLEURE ÉQUIPE

Nous avons un Premier ministre qui maîtrise à merveille l'art du consensus et qui croit que la coopération peut le mieux nous faire progresser vers nos objectifs nationaux; il a fait la preuve de sa compétence en s'attaquant avec succès à de difficiles problèmes nationaux. Les hommes et les femmes qui forment son Cabinet constituent l'une des équipes les plus compétentes, les plus expérimentées et les plus dévouées que le Canada ait connues.

Nous savons ce que nous faisons et pourquoi nous le faisons. Notre bilan des quatre dernières années prouve que nous sommes capables de bien diriger le Canada dans les années à venir.

RAISONS DE RÉÉLIRE LE GOUVERNEMENT MULRONEY

7. NOUS SAVONS TRAVAILLER AVEC LES CANADIENS

Quand il s'agit de régler des problèmes socio-économiques, nous faisons appel à des Canadiens qui connaissent bien le problème et nous misons sur leur expertise et leur bonne volonté pour trouver des solutions locales qui contribuent à une solution nationale. Par exemple, nos stratégies d'alphabétisation, de planification de l'emploi et de lutte contre la drogue et la violence familiale font toutes appel au talent et à l'expérience d'organismes privés et bénévoles pour répondre à des besoins de la société.

Nous savons ce que nous faisons et pourquoi nous le faisons. Notre bilan des quatre dernières années prouve que nous sommes capables de bien diriger le Canada dans les années à venir.

RAISONS DE RÉÉLIRE LE GOUVERNEMENT MULRONEY

8. NOUS SOMMES DE BONS GESTIONNAIRES

Nous croyons que la bonne gestion financière ne consiste pas uniquement à maintenir les conditions nécessaires à la prospérité économique; elle consiste aussi à assumer dès maintenant la responsabilité des programmes et des services offerts au lieu d'en refiler la note aux générations futures. C'est par une bonne gestion que nous sommes parvenus à réduire le déficit et la taille de l'appareil fédéral tout en répondant avec diligence et efficacité aux nouveaux besoins socio-économiques.

Nous savons ce que nous faisons et pourquoi nous le faisons. Notre bilan des quatre dernières années prouve que nous sommes capables de bien diriger le Canada dans les années à venir.

RAISONS DE RÉÉLIRE LE GOUVERNEMENT MULRONEY

9. NOUS CROYONS À LA COOPÉRATION FÉDÉRALE-PROVINCIALE

Parce que nous croyons au consensus et à la coopération pour régler les problèmes nationaux, nous avons rétabli l'harmonie dans les relations fédérales-provinciales en faisant place à la transparence, à la souplesse et à la conciliation. C'est ce qui a rendu possible l'Accord du lac Meech, par lequel le Québec a réintégré la famille constitutionnelle canadienne, et une coopération fédérale-provinciale accrue dans toutes sortes de nouvelles initiatives sociales et économiques, dont celles concernant la garde des enfants, l'agriculture, les sciences et la technologie, et le développement régional.

Nous savons ce que nous faisons et pourquoi nous le faisons. Notre bilan des quatre dernières années prouve que nous sommes capables de bien diriger le Canada dans les années à venir.

RAISONS DE RÉÉLIRE LE GOUVERNEMENT MULRONEY

10. NOUS AVONS LA BONNE FORMULE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Nous avons mis fin à l'approche centraliste pratiquée depuis des décennies à l'égard du développement régional. Tandis qu'auparavant les décisions à ce sujet étaient prises dans une espèce de tour d'ivoire, notre démarche à nous consiste à fournir de nouveaux outils et des fonds permettant aux citoyens de chacune des régions d'assumer eux-mêmes les décisions économiques qui les concernent, en misant sur les atouts naturels de leur région. C'est ainsi qu'ont vu le jour l'initiative FEDNOR dans le nord de l'Ontario, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, le Bureau de diversification de l'économie de l'Ouest et l'Entente de développement économique et régional conclue avec le Québec.

Nous savons ce que nous faisons et pourquoi nous le faisons. Notre bilan des quatre dernières années prouve que nous sommes capables de bien diriger le Canada dans les années à venir.

RAISONS DE NE PAS ÉLIRE LES LIBÉRAUX

1. ILS PRÉCONISENT L'ISOLATIONNISME

La promesse de Turner de déchirer l'Accord de libre-échange est une indication de l'idée que les Libéraux se font du monde. Ils ne comprennent pas que le Canada fait partie d'une communauté de nations interdépendantes. Ils pensent plutôt qu'ils peuvent élever des barrières pour protéger le Canada des forces internationales et qu'ils peuvent "faire cavalier seul" devant des problèmes ardues comme celui de l'apartheid.

Les Libéraux restent accrochés au passé et ne comprennent pas toute la portée de leurs actes. Ils ne méritent pas votre vote.

RAISONS DE NE PAS ÉLIRE LES LIBÉRAUX

2. LEURS POLITIQUES NE RÉPONDENT PLUS AUX BESOINS DU CANADA

En matière économique, les Libéraux n'ont pas compris les leçons de leurs échecs passés : ils ramèneraient le Canada aux jours sombres du Programme énergétique national, restreindraient l'investissement, créeraient davantage de sociétés d'État et retomberaient dans leur vieille approche du développement régional. Ces stratégies des années 60 et 70 ont échoué même à l'époque du pouvoir libéral; elles échoueront encore parce qu'elles n'apportent rien à la compétitivité et à la productivité du Canada dans l'économie mondiale. Les Libéraux voudraient même revenir aux discussions commerciales secteur par secteur avec les États-Unis, une politique qu'ils ont poursuivie pendant dix ans sans conclure une seule entente.

Les Libéraux restent accrochés au passé et ne comprennent pas toute la portée de leurs actes. Ils ne méritent pas votre vote.

RAISONS DE NE PAS ÉLIRE LES LIBÉRAUX

3. ILS VOIENT LE CHANGEMENT COMME UNE MENACE

Au cours des quatre dernières années, les Libéraux se sont systématiquement opposés aux initiatives économiques et sociales que nous avons mises de l'avant pour aider le Canada à prendre sa place dans un monde en pleine évolution. Comme ils voient dans le changement une menace à contrer plutôt qu'un avantage à exploiter, leurs politiques cherchent à mettre le Canada à l'abri du changement au lieu d'aider les Canadiens à s'y adapter. Ils considèrent que le Canada est incapable de faire face à la concurrence internationale et que notre culture est trop faible pour résister aux influences étrangères.

Les Libéraux restent accrochés au passé et ne comprennent pas toute la portée de leurs actes. Ils ne méritent pas votre vote.

RAISONS DE NE PAS ÉLIRE LES LIBÉRAUX

4. ILS ONT UNE LONGUE TRADITION DE NÉGLIGENCE FINANCIÈRE

Les conséquences de la négligence financière et des dépenses excessives des Libéraux se feront sentir pendant de nombreuses années encore, des années où nous devons continuer de lutter pour réduire l'énorme déficit fédéral qu'ils nous ont légué. Ce n'est pas le moment de reporter au pouvoir les responsables de ce gâchis financier, surtout que le Parti libéral lui-même est pratiquement en faillite. Turner dit que la situation financière de son parti n'est pas son problème, qu'elle n'a rien à voir avec la responsabilité financière qu'exigent les Canadiens. Déjà, pourtant, les promesses électorales des Libéraux totalisent des milliards de dollars.

Les Libéraux restent accrochés au passé et ne comprennent pas toute la portée de leurs actes.
Ils ne méritent pas votre vote.

RAISONS DE NE PAS ÉLIRE LES LIBÉRAUX

5. LEURS PRATIQUES SONT CONTRAIRES À LA DÉMOCRATIE

Turner brandit depuis quelque temps le slogan "que le peuple décide". Pourtant, suivant ses propres directives, le Sénat à majorité libérale s'est appliqué ces quatre dernières années à retarder le processus législatif et à contrer la volonté de la Chambre des communes, dont les membres sont élus par le peuple. Les Libéraux ont abusé de leur pouvoir et agi de façon si peu démocratique qu'ils ont dénaturé le Sénat; ce dernier ne sert plus à revoir les projets de loi de façon "sage et réfléchie", mais plutôt à combler les appuis politiques qui font défaut à Turner à la Chambre des communes.

Les Libéraux restent accrochés au passé et ne comprennent pas toute la portée de leurs actes.
Ils ne méritent pas votre vote.

RAISONS DE NE PAS ÉLIRE LES LIBÉRAUX

6. ILS ONT UNE VISION TRONQUÉE DU CANADA

Les Libéraux continuent d'envisager le développement du Canada dans une optique très centraliste. Ils se sont opposés à la création de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et du Bureau de diversification de l'économie de l'Ouest, et ont même exigé que le siège social de ce dernier soit situé à Ottawa. Leur approche traditionnelle du développement régional, qu'ils ont juré de remettre à l'honneur, consiste à distribuer les crédits fédéraux à des projets choisis, conçus et élaborés à Ottawa sans le moindre apport régional.

Les Libéraux restent accrochés au passé et ne comprennent pas toute la portée de leurs actes.
Ils ne méritent pas votre vote.

RAISONS DE NE PAS ÉLIRE LES LIBÉRAUX

7. ILS VOUDRAIENT QUE LE GOUVERNEMENT INTERVienne D'AVANTAGE

Les Libéraux croient que le gouvernement fédéral doit avoir la haute main sur tous les aspects de la vie sociale et économique du Canada. Ils ont systématiquement résisté à toutes nos tentatives de privatisation et de déréglementation, à tous nos efforts de modernisation des lois d'ordre économique (concurrence, faillites, etc.). Par exemple, leur politique en matière de garde d'enfants consiste à établir à Ottawa un organisme central dont les membres seraient nommés et qui allouerait arbitrairement des places en garderie suivant les directives fédérales.

Les Libéraux restent accrochés au passé et ne comprennent pas toute la portée de leurs actes.
Ils ne méritent pas votre vote.

RAISONS DE NE PAS ÉLIRE LES LIBÉRAUX

8. LEUR CHEF N'EST PAS UN LEADER

John Turner n'a pas la crédibilité d'un chef national; il ne parvient même pas à diriger son propre caucus. Les députés libéraux sont divisés quant à la façon d'aborder pratiquement n'importe quelle grande question d'intérêt national. Plus tôt cette année, la moitié d'entre eux ont signé des lettres exigeant la démission de leur chef. Le Canada n'a que faire de ce genre de leadership pour régler ses propres problèmes ou pour apporter une contribution valable sur la scène internationale.

Les Libéraux restent accrochés au passé et ne comprennent pas toute la portée de leurs actes.
Ils ne méritent pas votre vote.

RAISONS DE NE PAS ÉLIRE LES LIBÉRAUX

9. ILS N'ONT RIEN DE CONCRET À PROPOSER

Les Libéraux déchireraient l'Accord de libre-échange, mais ils n'ont rien à proposer en remplacement, sauf de vagues allusions au GATT; leur politique sur la garde des enfants ne reconnaît même pas qu'il s'agit là d'un domaine de compétence provinciale. La seule option qu'ils proposent est de replonger le Canada dans le fouillis qui régnait avant 1984.

Les Libéraux restent accrochés au passé et ne comprennent pas toute la portée de leurs actes.
Ils ne méritent pas votre vote.

RAISONS DE NE PAS ÉLIRE LES LIBÉRAUX

10. ILS NE SAVENT PAS VRAIMENT OÙ ILS S'EN VONT

Le programme électoral des Libéraux est une accumulation de vagues engagements qui ne convergent nulle part et n'ont rien à voir avec les besoins du pays. Si ce programme représente l'avenir qu'ils envisagent pour le Canada, les Canadiens devraient le rejeter en bloc.

Les Libéraux restent accrochés au passé et ne comprennent pas toute la portée de leurs actes.
Ils ne méritent pas votre vote.

RAISONS DE NE PAS VOTER NPD

1. ILS SONT ISOLATIONNISTES À OUTRANCE

L'idéologie néo-démocrate refuse de reconnaître que le Canada fait partie de la communauté internationale. Le NPD retirerait le pays de l'OTAN et de NORAD et refuserait d'honorer les obligations du Canada à l'égard de la défense collective. Ses politiques commerciales et culturelles, par lesquelles il veut créer une espèce de "Forteresse Canada", visent à mettre le Canada à l'abri des influences extérieures; ainsi isolé du reste du monde, notre pays serait promis à un avenir médiocre.

Bien qu'il se présente sous des dehors raisonnables, le NPD est un parti socialiste attaché à une doctrine idéologique qui remonte aux années 60 et qu'il cherchera à imposer à tous les canadiens et à appliquer à tous les problèmes.

RAISONS DE NE PAS VOTER NPD

2. LEUR IDÉOLOGIE COMPTE PLUS QUE LA RÉALITÉ

Le NPD est un parti socialiste qui cherchera à imposer des valeurs socialistes au Canada, peu importe qu'elles soient ou non conformes à la réalité. Les Néo-démocrates s'opposent à la concurrence, à l'esprit d'entreprise et au secteur privé en général. Ils promettent d'augmenter considérablement les dépenses sociales tout en abaissant les impôts. Pis encore, ils croient sincèrement que le gouvernement peut apporter une solution instantanée à tout problème.

Bien qu'il se présente sous des dehors raisonnables, le NPD est un parti socialiste attaché à une doctrine idéologique qui remonte aux années 60 et qu'il cherchera à imposer à tous les canadiens et à appliquer à tous les problèmes.

RAISONS DE NE PAS VOTER NPD

3. ILS NE RESPECTENT PAS LA CONSTITUTION DU CANADA

Leur idéologie les amène à élaborer des politiques qui dénotent soit un irrespect soit une piètre compréhension de la Constitution canadienne. Comme le montre leur politique sur la garde des enfants, ils pensent qu'Ottawa peut tout faire et même imposer ses décisions dans des domaines de compétence provinciale. Pareille attitude les rend tout à fait incapables de bâtir ou de préserver le consensus qui permet de gouverner et de faire progresser le pays.

Bien qu'il se présente sous des dehors raisonnables, le NPD est un parti socialiste attaché à une doctrine idéologique qui remonte aux années 60 et qu'il cherchera à imposer à tous les canadiens et à appliquer à tous les problèmes.

RAISONS DE NE PAS VOTER NPD

4. ILS NE VIVENT PAS DANS LE MONDE D'AUJOURD'HUI

Les politiques du NPD sont restées les mêmes après des décennies de changement sur les scènes nationale et internationale. Lors de leurs congrès nationaux, les Néo-démocrates approuvent les yeux fermés des politiques qui remontent au début des années 60, des politiques auxquelles ils se sentent en quelque sorte liés. Dans les années 90, le Canada n'aura que faire de politiques élaborées voilà près de 30 ans.

Bien qu'il se présente sous des dehors raisonnables, le NPD est un parti socialiste attaché à une doctrine idéologique qui remonte aux années 60 et qu'il cherchera à imposer à tous les canadiens et à appliquer à tous les problèmes.

RAISONS DE NE PAS VOTER NPD

5. ILS SONT TROP INTIMEMENT LIÉS À UN SEUL GROUPE D'INTÉRÊTS

Le NPD ne cache pas qu'il constitue l'aile politique du Congrès du travail du Canada; en fait, les chefs du Parti et du CTC sont pratiquement interchangeables. Ces liens étroits avec un seul groupe d'intérêts ne serviront pas les besoins de tous les Canadiens, surtout quand le gouvernement fédéral sera appelé à arbitrer des litiges ouvriers. Ce dont le Canada a besoin, c'est d'un gouvernement qui représente tous les Canadiens.

Bien qu'il se présente sous des dehors raisonnables, le NPD est un parti socialiste attaché à une doctrine idéologique qui remonte aux années 60 et qu'il cherchera à imposer à tous les canadiens et à appliquer à tous les problèmes.

RAISONS DE NE PAS VOTER NPD

6. ILS CROIENT QUE LA NATIONALISATION PEUT RÉGLER TOUS LES PROBLÈMES

Les Néo-démocrates se sont engagés à nationaliser de grandes industries afin de permettre au gouvernement d'intervenir dans tous les aspects de la vie économique. Ils s'opposent à la privatisation et veulent plutôt créer davantage de sociétés d'État. Les grandes banques canadiennes, le Canadien Pacifique et l'industrie des communications sont tous susceptibles d'être nationalisés sous un régime néo-démocrate.

Bien qu'il se présente sous des dehors raisonnables, le NPD est un parti socialiste attaché à une doctrine idéologique qui remonte aux années 60 et qu'il cherchera à imposer à tous les canadiens et à appliquer à tous les problèmes.

RAISONS DE NE PAS VOTER NPD

7. LEURS POLITIQUES SONT AU-DESSUS DE NOS MOYENS

Les politiques du NPD reposent sur la redistribution de la richesse, non sur la création d'emplois et de nouveaux débouchés économiques. Elles consistent tout entières à prendre aux riches pour donner aux pauvres. À vouloir jouer les Robin des Bois, les Néo-démocrates ruineront notre performance économique, augmenteront considérablement le déficit et serviront très mal les intérêts de tous les Canadiens, y compris ceux des pauvres.

Bien qu'il se présente sous des dehors raisonnables, le NPD est un parti socialiste attaché à une doctrine idéologique qui remonte aux années 60 et qu'il cherchera à imposer à tous les canadiens et à appliquer à tous les problèmes.

RAISONS DE NE PAS VOTER NPD

8. ILS SONT SYNONYMES DE RECUK POUR LE CANADA

En s'opposant à l'investissement étranger, en prônant des politiques propres à alimenter le déficit et en croyant à la mainmise de l'État sur le secteur privé, le NPD ramènera le Canada des décennies en arrière. Ces stratégies ont déjà fait la preuve qu'elles se traduisaient par une flambée des taux d'intérêt, une hausse du chômage et une chute de la compétitivité, tous des fléaux que nous avons mis tant d'efforts à vaincre.

Bien qu'il se présente sous des dehors raisonnables, le NPD est un parti socialiste attaché à une doctrine idéologique qui remonte aux années 60 et qu'il cherchera à imposer à tous les canadiens et à appliquer à tous les problèmes.

RAISONS DE NE PAS VOTER NPD

9. ILS SE SERVIRONT DU GOUVERNEMENT POUR RÉGIR LA VIE DES CANADIENS

Les Néo-démocrates croient qu'ils ont la solution à tous les problèmes. En imposant des solutions arbitraires aux Canadiens, ils priveront les individus de tout pouvoir et limiteront l'éventail des choix offerts aux Canadiens. Par exemple, leur stratégie en matière de garde d'enfants ne laisse aux parents pas d'autre choix que de confier leurs enfants à un système universel de garderies d'État.

Bien qu'il se présente sous des dehors raisonnables, le NPD est un parti socialiste attaché à une doctrine idéologique qui remonte aux années 60 et qu'il cherchera à imposer à tous les canadiens et à appliquer à tous les problèmes.

RAISONS DE NE PAS VOTER NPD

10. ILS SONT MAL PRÉPARÉS POUR GOUVERNER

Le NPD n'a jamais formé un gouvernement national et n'a que très peu d'expérience au niveau provincial. Il n'a pas l'expérience et le jugement dont le Canada a besoin s'il veut faire les bons choix pour l'avenir.

Bien qu'il se présente sous des dehors raisonnables, le NPD est un parti socialiste attaché à une doctrine idéologique qui remonte aux années 60 et qu'il cherchera à imposer à tous les canadiens et à appliquer à tous les problèmes.

NOTRE CAMPAGNE

Au cours de cette élection, les Canadiens ont un véritable choix à faire quant à l'orientation future de leur pays. Les différences entre le gouvernement progressiste-conservateur et les deux autres partis sont nettement marquées. Les électeurs ont le choix entre :

- Notre vision de l'avenir et leur attachement au passé;
- La poursuite de nos politiques fructueuses et leur absence totale de direction;
- Notre vision d'un Canada ouvert au monde extérieur et sûr de ses moyens, et leur peur du changement et de toute influence extérieure;
- Notre confiance à l'égard du libre-échange et de la compétitivité du Canada, et leur intention de déchirer l'Accord de libre-échange;
- Nos plans pour aider les Canadiens à relever de nouveaux défis, et leur désir d'éviter aux Canadiens ces défis;
- Notre volonté d'aider les Canadiens à générer de la richesse, et leur intention de simplement redistribuer la richesse existante;
- Nos efforts pour faire du Canada un membre à part entière et respecté de la communauté internationale, et leur détermination à s'en retirer;
- Notre opinion selon laquelle le progrès est le fruit d'une étroite collaboration avec les Canadiens, et leur opinion selon laquelle les solutions peuvent être imposées à partir d'Ottawa.

NOTRE CAMPAGNE (suite)

Notre façon de voir fera du Canada un pays plus fort et plus prospère, où tous les Canadiens contribueront à la croissance et en profiteront. Leur façon de voir fera du Canada un pays de second ordre, mal équipé pour se tailler une place dans un monde qui change rapidement.

MAINTENIR LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE

Le défi

Nous avons hérité d'un pays qui se débattait dans les affres d'une récession. Les Canadiens voyaient leurs horizons limités par une inflation au-dessus des 10 %, un fort taux de chômage et un énorme déficit fédéral; la performance économique du Canada était l'une des plus faibles par rapport à celle de ses principaux concurrents internationaux. En 1984, les Canadiens se demandaient comment ils viendraient à bout de leurs problèmes économiques; l'espoir était au plus bas.

Le bilan

En l'espace de quatre ans, le gouvernement PC a remis le Canada sur la bonne voie, lui apportant une nouvelle prospérité et lui redonnant confiance en l'avenir. Il n'y a pas beaucoup d'autres pays au monde qui ont connu une telle amélioration de leur situation économique en si peu de temps :

- La création de 1,3 million de nouveaux emplois, soit une moyenne de près de 1 000 par jour depuis notre accession au pouvoir; 728 000 de ces nouveaux emplois sont occupés par des femmes;
- Une augmentation considérable de l'investissement privé, qui est censé augmenter de 20 % cette année;



MAINTENIR LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE (suite)

Le bilan (suite)

- Plus de 774 000 mises en chantier depuis 1984;
- Une réduction du nombre de Canadiens vivant sous le seuil de la pauvreté;
- Une importante réduction des faillites de petites entreprises et d'exploitations agricoles;
- Une augmentation nette de 700 \$ du revenu disponible des particuliers, même en tenant compte de l'inflation.

L'avenir

Nous sommes résolus à faire profiter le Canada de ce regain de prospérité et à travailler avec les Canadiens à maintenir l'élan obtenu dans le domaine économique. Nous relèverons avec confiance les défis que pose une économie mondiale en rapide évolution :

- En complétant l'Accord de libre-échange avec les États-Unis pour garantir notre accès au marché le plus grand et le plus riche du monde;
- En continuant de travailler à l'amélioration des règles du GATT et à la réduction des obstacles au commerce international;
- En développant des technologies stratégiques

MAINTENIR LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE (suite)

L'avenir (suite)

pour accroître la performance de nos industries et de nos services de pointe;

- En étendant à la grandeur du bassin du Pacifique nos mécanismes de soutien à l'expansion commerciale.

354
360

MAINTENIR LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE (suite)

Industrie, sciences et technologie

Nous nous étions engagés à accroître l'effort national de recherche et développement et à mieux coordonner les activités de recherche, et nous sommes passés aux actes. Nous disposons maintenant d'une Politique nationale des sciences et de la technologie, signée par tous les gouvernements provinciaux, et d'un Conseil consultatif national des sciences et de la technologie, présidé par le Premier ministre. Rien que cette année, le gouvernement PC consacrera plus de 4,5 milliards \$ aux sciences et à la technologie. Nos engagements dans ce domaine comprennent :

- Un programme de bourses du gouvernement canadien destiné à encourager les étudiants les plus doués;
- Un réseau de centres d'excellence destiné à promouvoir la collaboration de l'industrie et des universités à la recherche;
- D'importantes augmentations des budgets des conseils qui subventionnent la recherche universitaire;
- Un nouveau ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, qui se concentrera sur les innovations technologiques et se fera le défenseur de l'excellence scientifique.

MAINTENIR LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE (suite)

Énergie

Grâce à l'Accord de l'Ouest, à l'Accord de l'Atlantique et à d'autres ententes conclues avec l'industrie et les gouvernements provinciaux, le gouvernement PC a mis en oeuvre une nouvelle stratégie énergétique et mis fin aux dissensions causées par les politiques du passé. C'est ainsi que notre industrie de l'énergie est redevenue viable et est aujourd'hui en mesure de profiter des avantages de l'Accord de libre-échange, c'est-à-dire un accès plus sûr au grand marché américain. Nos engagements dans ce domaine comprennent :

- La mise en marche du projet Hibernia (8,5 milliards \$) au large de Terre-Neuve;
- La construction d'une usine de valorisation du pétrole brut près de Lloydminster, un projet de 1,2 milliard \$;
- Les premières démarches pour lancer le projet OSLO d'exploitation des sables bitumineux (4,1 milliards \$);
- La mise en oeuvre de l'Accord du Nord, pour mettre en valeur les ressources énergétiques du Nord avec la collaboration des habitants de cette région;
- L'élaboration de méthodes de production d'énergie qui nuisent moins à l'environnement.

MAINTENIR LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE (suite)

Petite entreprise

Nous avons fortement appuyé l'initiative individuelle et la promotion de l'esprit d'entreprise au Canada. Nous avons allégé la réglementation et les exigences en matière de présentation de rapports, amélioré l'accès des petites entreprises aux programmes d'aide et accordé d'importants avantages fiscaux aux petits entrepreneurs. Nos engagements dans ce domaine comprennent :

- Une Politique nationale de l'entrepreneurship destinée à inciter les Canadiens à faire carrière dans les affaires;
- Un Institut national de l'entrepreneurship chargé de promouvoir la recherche et la diffusion d'informations;
- Un Forum spécial sur l'avenir de l'entrepreneurship au Canada;
- Une participation accrue de la petite entreprise aux marchés de l'État et aux programmes d'achat gouvernementaux.

MAINTENIR LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE (suite)

Agriculture

Le gouvernement PC s'est occupé en priorité de l'agriculture, un domaine où il a pris au cours des quatre dernières années quelque 690 initiatives d'un coût total de près de 10 milliards \$. Il s'agit entre autres du Programme spécial canadien pour les grains, de l'aide aux agriculteurs frappés par la sécheresse, du versement de paiements anticipés, du Programme de réorientation des agriculteurs, de la Politique laitière nationale et de l'actualisation des lois touchant les programmes agricoles. Nos engagements dans ce domaine comprennent :

- La poursuite de nos efforts auprès du GATT pour réduire les subventions déloyales et rétablir la stabilité du marché international;
- La diversification de la production agricole et l'ouverture de marchés d'exportation pour des produits à valeur ajoutée;
- La mise en oeuvre de programmes à long terme destinés à apporter la stabilité à nos agriculteurs tout en respectant nos obligations internationales;
- De nouvelles activités de R-D axées sur la préservation de nos terres agricoles à l'intention des générations futures.

MAINTENIR LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE (suite)

Mines

Le gouvernement PC a stimulé l'injection de nouveaux capitaux dans le secteur des mines, adopté une nouvelle politique sur les minéraux et les métaux afin de relancer la prospection et la production, contribué à l'établissement d'infrastructures minières, encouragé la recherche et institué le Programme de développement des collectivités afin d'aider les collectivités dépendant d'une seule industrie à diversifier leur économie. Nos engagements dans ce domaine comprennent :

- L'amélioration de la compétitivité internationale de notre industrie minière, en misant sur les atouts des régions;
- La mise au point de matériaux plus perfectionnés à partir de nos minéraux;
- La valorisation de nos exportations minières.

MAINTENIR LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE (suite)

Tourisme

Depuis 1984, le gouvernement PC a pris des engagements de près de 500 millions \$ pour le développement de l'industrie touristique à la grandeur du Canada. Il a notamment effectué d'imposantes recherches, entrepris des campagnes de commercialisation en collaboration avec le secteur privé, créé l'Institut national de recherche sur le tourisme et tenu la première Conférence nationale sur le tourisme, la culture et le multiculturalisme. Nos engagements dans ce domaine comprennent :

- Des efforts visant à accroître le nombre de visiteurs étrangers au Canada;
- Une meilleure orientation des activités de promotion touristique du Canada;
- Une meilleure exploitation des possibilités économiques qu'offrent les attraits touristiques des différentes régions.

MAINTENIR LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE (suite)

Transports

Depuis 1984, nous avons déployé beaucoup d'efforts pour permettre à tous les Canadiens de bénéficier d'un réseau national de transports moderne et sûr. Nous avons adopté une nouvelle Loi nationale sur les transports, renforcé les règlements de sécurité et leurs modalités d'application, modernisé des aéroports, des routes et des ports et amélioré les services ferroviaires. Nos engagements dans ce domaine comprennent :

- L'achèvement de la modernisation du système national de contrôle aérien;
- Une collaboration avec les provinces en vue d'améliorer la sécurité routière;
- Des mesures visant à rendre plus sécuritaire le transport des marchandises dangereuses et l'adoption de mesures d'urgence plus efficaces;
- L'achèvement du Programme de remise en état des embranchements ferroviaires dans les régions désignées.

PARTAGER LA RICHESSE

Le défi

Il y a quatre ans, des obstacles formidables empêchaient de nombreux Canadiens de prendre part à la vie économique et sociale du Canada sur un pied d'égalité. Les programmes de formation étaient difficilement accessibles et non pertinents : en effet, il arrivait qu'on forme des gens pour des emplois qui n'existaient plus. Les programmes de développement régional coûtaient des milliards de dollars et ne réussissaient pas pour autant à accroître les débouchés économiques dans les régions. Le taux de chômage chez les jeunes dépassait les 20 % dans de nombreuses régions du pays. Les femmes n'avaient pas accès à certains débouchés et il y avait au Canada un nombre croissant de personnes âgées, particulièrement des femmes, qui vivaient dans la pauvreté.

Le bilan

En 1984, l'électorat a donné au gouvernement PC le mandat de s'assurer que tous les Canadiens puissent profiter de la prospérité économique. Au cours des quatre dernières années, nous avons réussi à réduire un grand nombre des obstacles socio-économiques et à remédier aux problèmes spéciaux de beaucoup d'éléments de notre société. Voici quelques-unes de nos initiatives couronnées de succès :

- Des programmes relevant de la Stratégie de planification de l'emploi en vue de permettre

PARTAGER LA RICHESSE (suite)

Le bilan (suite)

l'acquisition de nouvelles compétences, de former les travailleurs, de mettre en valeur les atouts des collectivités et d'aider les jeunes à entrer sur le marché du travail;

- Une Stratégie nationale d'alphabétisation, à un coût de 110 millions \$, en vue d'améliorer la maîtrise de la lecture et de l'écriture en général et de venir en aide au grand nombre de Canadiens analphabètes;
- De nouveaux programmes de développement régional (FEDNOR, APECA, Diversification de l'économie de l'Ouest, Entente de développement économique et régional conclue avec le Québec, etc.) qui fournissent aux citoyens des régions de nouveaux mécanismes et de nouveaux crédits afin de leur permettre de prendre en main leur propre avenir économique en misant sur les atouts de leur région;
- Des emplois d'été intéressants pour les étudiants dans le cadre des programmes "Défi", qui allient à la fois la formation académique, la formation sur le tas et l'expérience pratique en milieu de travail;
- La Loi sur l'équité en matière d'emploi, qui exige des entreprises traitant avec le gouvernement fédéral qu'elles offrent de meilleures perspectives d'emploi aux femmes, aux minorités et aux handicapés;

PARTAGER LA RICHESSE (suite)

Le bilan (suite)

- L'obligation faite aux employeurs relevant de la compétence fédérale d'appliquer le principe de la rémunération égale pour un travail d'égale valeur et l'approbation d'un plan visant à promouvoir l'équité salariale au sein de la fonction publique fédérale;
- Une Stratégie nationale sur la garde des enfants, d'un coût de 6,4 milliards \$ qui vise entre autres à réduire les obstacles qui entravent l'accession des femmes au marché du travail;
- L'assouplissement des modalités d'octroi des allocations au conjoint survivant et des prestations aux anciens combattants afin de procurer une plus grande sécurité de revenu aux personnes âgées;
- Des initiatives en matière d'autonomie gouvernementale, de transfert de responsabilités et de règlement de revendications territoriales pour promouvoir l'égalité économique des autochtones du Canada;
- La multiplication par cinq des crédits affectés au Programme de participation des personnes handicapées et un meilleur accès à tous les services fédéraux.

PARTAGER LA RICHESSE (suite)

L'avenir

Nous voulons faire en sorte que tous les Canadiens dans chaque région puissent tirer parti des avantages découlant d'une prospérité économique soutenue. Voilà le principe qui sous-tend les nouvelles initiatives que nous proposons dans un grand nombre de domaines. Citons entre autres :

- Des programmes efficaces d'adaptation afin d'aider les travailleurs et les chefs d'entreprise à acquérir les compétences nécessaires pour tirer parti des nouveaux débouchés;
- La poursuite de nos efforts à long terme en vue de créer une nouvelle richesse et de nouveaux débouchés économiques dans toutes les régions du Canada;
- L'amélioration des possibilités d'obtenir des contrats fédéraux dans toutes les régions du Canada;
- Un programme destiné à aider les jeunes entrepreneurs à acquérir des compétences en affaires et à lancer leur propre petite entreprise;
- L'adoption de la Loi sur la garde des enfants au Canada, qui créera 200 000 nouvelles places dans des garderies subventionnées à la grandeur du Canada;
- Des efforts soutenus pour trouver un terrain

PARTAGER LA RICHESSE (suite)

L'avenir (suite)

d'entente relativement aux changements constitutionnels nécessaires pour reconnaître le droit des communautés autochtones à l'autonomie gouvernementale;

- La poursuite de nos efforts en vue de régler les revendications territoriales en souffrance dans l'ensemble du Canada, en conformité avec notre politique établie;
- Une meilleure accessibilité des immeubles fédéraux pour les handicapés et l'accroissement des efforts d'embauche fédérale à leur endroit.

APPLIQUER NOTRE NOUVELLE APPROCHE

Le défi

En 1984, les Canadiens ont voté pour le changement parce qu'ils en avaient assez de l'irresponsabilité et de l'incurie des Libéraux. Ils en avaient assez de leurs politiques qui décourageaient l'investissement, rendaient le régime de l'impôt sur le revenu incompréhensible et injuste, réglementaient trop tous les aspects de l'activité économique nationale et augmentaient continuellement l'intervention de l'État sur le marché par le biais des sociétés d'État et d'un fouillis de lois désuètes.

Le bilan

Tout au long de son premier mandat, le gouvernement PC a relevé le défi de créer un nouveau climat politique, d'apporter des solutions à des problèmes qui avaient été négligés pendant des années et de faire participer les Canadiens à la formulation des politiques et programmes nationaux. Les nombreuses initiatives suivantes témoignent de notre capacité d'adopter une nouvelle approche fructueuse :

- Nos efforts de réduction du déficit ont donné d'excellents résultats, puisque nous l'avons réduit de 10 milliards \$ sans porter atteinte aux programmes et services gouvernementaux importants;
- Nous avons remplacé l'Agence d'examen

APPLIQUER NOTRE NOUVELLE APPROCHE (suite)

Le bilan (suite)

de l'investissement étranger (FIRA) par Investissement Canada, ce qui nous a permis d'attirer de nouveaux investissements qui renforceront l'économie canadienne;

- La réforme fiscale que nous avons entreprise réduit les impôts des contribuables et augmente ceux des entreprises, tout en rendant le régime d'impôt sur le revenu plus équitable;
- Nous avons privatisé plus d'une douzaine de sociétés d'État, dont Eldorado Nucléaire, Canadair, DeHavilland et Fisheries Products International, qui n'avaient plus besoin d'être sous la tutelle de l'État;
- Nous avons pris d'importantes initiatives de réforme de la réglementation, y compris l'adoption de la nouvelle Loi nationale sur les transports, qui permettront aux forces du marché d'agir plus efficacement et renforceront les normes d'hygiène et de sécurité;
- Nous avons modernisé la législation sur la concurrence, sur les droits d'auteur et sur les brevets afin de mieux protéger les droits et de mieux définir les obligations des consommateurs et des entreprises sans nuire à la compétitivité;
- Nous avons assuré une gestion plus efficace des ressources publiques en réduisant la

APPLIQUER NOTRE NOUVELLE APPROCHE (suite)

Le bilan (suite)

taille de l'administration fédérale tout en en augmentant l'efficacité;

- Nous avons apporté d'importantes améliorations au Régime de pensions du Canada et aux régimes de pensions d'employeur réglementés par le fédéral et augmenté le plafond des contributions à un REÉR donnant droit à des exemptions d'impôt;
- Nous avons réformé la procédure parlementaire afin de donner plus de pouvoirs et d'indépendance aux comités parlementaires et d'accroître la responsabilité du gouvernement vis-à-vis des députés;
- Nous avons nettement accru l'efficacité de Postes Canada, qui a éliminé son déficit de 500 millions \$ et qui a réalisé un léger profit cette année.

L'avenir

Nous allons continuer de remettre le statu quo en question et de chercher des façons innovatrices de résoudre les problèmes et d'améliorer la vie des Canadiens. Au cours de notre prochain mandat, nous allons continuer de prouver par nos initiatives que nous avons les compétences et l'imagination voulues pour maîtriser le changement et en tirer pleinement avantage dans l'intérêt des Canadiens. Nous allons notamment :

APPLIQUER NOTRE NOUVELLE APPROCHE (suite)

L'avenir (suite)

- Poursuivre nos efforts de réduction du déficit en conservant la même approche disciplinée à l'égard de la responsabilité financière;
- Répandre activement le message que le Canada est un pays sûr pour les investissements;
- Instituer une nouvelle taxe de vente fédérale qui sera moins complexe, assurer un traitement équitable à toutes les entreprises et ne nuira plus à la compétitivité comme la taxe actuelle;
- Maintenir une politique de privatisation sensée fondée sur un processus structuré et efficace d'examen du rôle et de l'utilité des sociétés d'État fédérales;
- Accroître la participation du public au processus de réglementation et exercer un contrôle parlementaire plus strict sur les règlements;
- Modifier la Loi sur la faillite afin de protéger les salariés et de simplifier le processus de faillite personnelle;
- Légiférer afin de protéger les droits des actionnaires minoritaires, la conception des puces électroniques et la propriété d'oeuvres de nature artistique;
- Légiférer en vue d'accorder des prestations de retraite aux personnes au foyer dans le

493
492
487
488
490

APPLIQUER NOTRE NOUVELLE APPROCHE (suite)

L'avenir (suite)

cadre du Régime de pensions du Canada/
Régime des rentes du Québec, sous réserve
d'une entente à ce sujet avec les provinces;

- Rechercher une entente visant à faire du Sénat une assemblée élective en veillant à maintenir la responsabilité du gouvernement vis-à-vis de la Chambre des communes;
- Permettre aux Canadiens de participer au processus d'examen et d'amélioration des services postaux par le truchement d'un Office d'examen du service postal;
- Continuer de favoriser la bonne entente dans les relations patronales-syndicales et engager les deux parties dans un nouveau partenariat efficace et productif;
- Coopérer plus étroitement avec le secteur bénévole afin d'être mieux en mesure de résoudre les grands problèmes sociaux.

PROTÉGER LA SOCIÉTÉ

Le défi

En 1984, les Canadiens ont voté pour un gouvernement qui travaillerait avec eux à résoudre des problèmes nationaux trop longtemps négligés au lieu d'imposer des solutions à partir d'Ottawa. Ils voulaient un gouvernement qui prendrait la tête d'un effort national en vue de s'attaquer aux problèmes sociaux, au lieu de fermer les yeux sur ces problèmes comme l'avait fait le gouvernement précédent. Et ils ont voté pour un gouvernement qui respecterait leurs valeurs et leurs différences au lieu d'exiger qu'ils les adaptent en fonction des programmes et des règlements gouvernementaux. Le gouvernement PC a accepté de relever ce défi.

Le bilan

Nous croyons que le gouvernement a le devoir d'apporter aide et protection aux Canadiens et à la société canadienne sans s'ingérer indûment dans la vie des gens ni empiéter sur leurs droits. Nos efforts pour assurer cette protection et pour faciliter le changement ont porté entre autres sur les éléments suivants :

- Le lancement d'un programme de 168 millions \$ pour atténuer les problèmes associés au SIDA et contribuer à la recherche d'un remède à cette nouvelle maladie mortelle;
- L'annonce d'une Stratégie nationale sur la garde des enfants afin d'améliorer les services de garde et de permettre aux parents

PROTÉGER LA SOCIÉTÉ (suite)

Le bilan (suite)

canadiens de choisir, parmi une gamme d'options, les services de garde qui répondent le mieux à leurs besoins;

- L'aide aux Canadiens qui en ont le plus besoin au moyen de diverses initiatives de soutien du revenu (réforme des pensions, réforme fiscale, crédit d'impôt remboursable au titre de la taxe de vente, indexation de la pension de vieillesse, etc.);
- La création d'un programme de 30 millions \$ pour aider les personnes âgées à vivre de façon plus autonome;
- La nomination pour la toute première fois d'un ministre responsable du Troisième âge afin de donner une plus grande visibilité aux questions qui touchent nos aînés;
- Le renforcement du système de justice pénale et des mesures visant à assurer le traitement juste et égal de tous les Canadiens devant la loi;
- La réforme de la législation relative à la famille afin de mieux protéger les enfants, de réduire la violence familiale, d'assurer l'égalité et de veiller à l'application des ordonnances de pension alimentaire et de garde;
- Le lancement d'une stratégie de cinq ans afin de lutter contre l'abus des drogues au Canada par le traitement, la réhabilitation, l'éducation,

PROTÉGER LA SOCIÉTÉ (suite)

Le bilan (suite)

l'application rigoureuse des lois et de meilleurs programmes de formation;

- Le lancement d'un programme national de sensibilisation au danger de la conduite avec facultés affaiblies, accompagné de sanctions plus sévères pour les contrevenants.

L'avenir

Au cours des quatre prochaines années, nous allons continuer nos efforts déjà considérables en vue de créer un environnement permettant aux Canadiens de s'épanouir et de réaliser leurs objectifs personnels et familiaux et de contribuer ainsi à notre vie nationale. Nos initiatives tiendront compte des valeurs individuelles et des différences régionales et feront participer les Canadiens à la solution des problèmes sociaux. Notre programme comprendra notamment :

- La création d'un nouveau fonds pour les initiatives en matière de santé, en vue d'aider les provinces à élaborer de nouvelles méthodes de prestation des services de santé;
- L'adoption de la Loi canadienne sur la garde des enfants, qui permettra de négocier des ententes fédérales-provinciales en vue de doubler le nombre de places dans les garderies subventionnées au Canada;
- La réforme du Code criminel pour assurer l'équité et l'application uniforme de la justice au Canada;

PROTÉGER LA SOCIÉTÉ (suite)

L'avenir (suite)

- Le recours à des formules telles que la médiation et la décriminalisation de certains délits pour remplacer les procédures judiciaires formelles, afin de réduire les coûts, les délais et les problèmes inhérents au système judiciaire actuel;
- La poursuite de nos efforts en vue d'éliminer les problèmes que sont l'alcoolisme et les toxicomanies au Canada.

PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT

Le défi

En 1984, le Canada faisait face à des menaces de plus en plus graves à l'intégrité de son environnement. Les administrations libérales précédentes ne s'étaient guère occupées de questions pressantes comme celles des pluies acides, du contrôle des substances toxiques, de la pollution des Grands Lacs et des grandes voies navigables du Canada, et de l'aptitude du gouvernement fédéral à protéger l'environnement. Conséquemment, les Canadiens s'inquiétaient de plus en plus des graves menaces qui pesaient sur leur magnifique environnement naturel.

Le bilan

Le gouvernement PC considère qu'un environnement sain est le plus précieux héritage que nous puissions léguer à nos enfants. C'est pourquoi nous avons pris d'importantes mesures à cet égard au cours des quatre dernières années, notamment :

- L'adoption du principe du développement viable comme fondement de la planification économique et sociale, de sorte que la protection à long terme de l'environnement soit un élément essentiel de toute décision;
- L'augmentation du budget d'Environnement Canada de 13 % au cours des quatre dernières années;

PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT (suite)

Le bilan (suite)

- Des ententes avec le gouvernement des États-Unis en vue de protéger l'habitat de la sauvagine, d'assainir les eaux des Grands Lacs, de protéger la harde de caribous de la Porcupine et de contrôler les mouvements transfrontaliers de produits dangereux;
- Le lancement du programme de lutte contre les pluies acides le plus rigoureux au monde, ayant pour objectif de réduire de 50 %, d'ici 1994, les émanations polluantes qui causent les pluies acides;
- L'exercice d'un leadership international face à des problèmes environnementaux tels que les émissions d'oxyde d'azote, l'approvisionnement de la couche d'ozone et l'effet de serre;
- L'adoption de la première politique nationale de l'eau et le nettoyage des ports de Hamilton et d'Halifax, de la rivière Niagara, du fleuve Saint-Laurent et des mares de déchets bitumineux de Sydney;
- La décision de raccourcir de deux ans le délai alloué pour l'élimination du plomb dans l'essence;
- L'adoption de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement, qui renforce les pouvoirs fédéraux dans le domaine de la gestion des produits chimiques toxiques;

PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT (suite)

Le bilan (suite)

- La création de cinq nouveaux parcs nationaux, des deux premiers parcs marins nationaux du Canada et de deux nouvelles réserves fauniques nationales;
- L'accroissement du nombre de sites nationaux protégés dans le cadre du programme de préservation des terres marécageuses, qui est passé ainsi de sept à dix-sept;
- L'établissement de normes nationales obligatoires d'entreposage des BPC, qui exigent que tous les lieux d'entreposage répondent à des critères rigoureux concernant l'aménagement, l'accès, la protection contre les incendies et la planification des mesures d'urgence;
- La mise en oeuvre d'un vaste programme de destruction des BPC dans toutes les installations fédérales du pays et l'affectation de 15 millions \$ à la location d'un incinérateur mobile;
- Des mesures d'assainissement de l'air dans les édifices, de lutte contre le tabagisme et de prévention d'autres risques cachés pour la santé.

L'avenir

Le gouvernement PC est déterminé à assainir l'environnement canadien et à unir ses efforts à ceux d'autres pays afin de réaliser des objectifs

PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT (suite)

L'avenir (suite)

semblables à l'échelle mondiale. À cette fin, comme dans le passé, nous travaillerons en étroite collaboration avec les gouvernements provinciaux, le secteur bénévole et les particuliers pour poursuivre le travail amorcé grâce aux initiatives suivantes :

- L'organisation de tables rondes nationales sur le développement viable qui permettront de tracer les grandes lignes d'une politique fédérale et d'accords fédéraux-provinciaux dans le domaine de l'environnement;
- Des négociations énergiques avec le nouveau gouvernement américain en vue de conclure un traité canado-américain de lutte contre les pluies acides;
- La refonte de toutes les dispositions des lois fédérales concernant les ressources en eau et l'adoption d'une loi sur l'eau potable;
- Des programmes visant à faire respecter rigoureusement la nouvelle Loi canadienne sur la protection de l'environnement;
- Une aide accrue à des programmes visant à déceler les substances contaminantes qui se trouvent à faible dose dans la chaîne alimentaire;
- Une aide accrue au Programme des Nations Unies sur l'environnement; 501

PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT (suite)

L'avenir (suite)

- Une contribution aux efforts visant à élaborer d'ici 1991 une Convention internationale sur la protection de la stratosphère (un "droit de l'atmosphère");
- Le soutien à la création d'une Banque mondiale de la conservation qui, de concert avec la Banque mondiale, travaillerait à l'intégration de préoccupations environnementales dans les projets de la Banque mondiale;
- L'établissement à Winnipeg d'un Centre pour la promotion internationale du développement viable.

RENFORCER LA NATION

Le défi

Il y a quatre ans, le Canada était une nation tourmentée par l'incertitude, déchirée par des conflits fédéraux-provinciaux sur pratiquement toutes les grandes questions d'orientation, timide dans l'affirmation de sa souveraineté et incapable de se percevoir comme un pays en pleine possession de ses moyens et susceptible d'apporter une contribution valable à la communauté mondiale. Des années de régime libéral avaient décimé les Forces armées canadiennes, dressé différents éléments de la société les uns contre les autres et exclu le Québec de la famille constitutionnelle canadienne. La situation était intolérable. Aux élections, les Canadiens ont fait savoir clairement qu'ils en avaient assez des conflits incessants et de la méfiance nationale.

Le bilan

Le gouvernement PC a apporté avec lui une perspective tout à fait nouvelle de la vie nationale en 1984. Nous étions convaincus que les Canadiens pouvaient travailler ensemble à consolider leurs valeurs et leur culture et accroître leurs efforts pour bâtir la nation. Nous avons apporté au gouvernement national une confiance renouvelée à l'égard du Canada et de ses citoyens. Nos initiatives témoignent de notre respect pour les grandes qualités de notre pays et de notre volonté de miser sur elles :

- L'Accord du lac Meech redonne au Québec

RENFORCER LA NATION (suite)

Le bilan (suite)

son statut constitutionnel de partenaire à part entière aux côtés des autres provinces du Canada;

- La toute première Loi sur le multiculturalisme canadien concrétise les valeurs et les traditions canadiennes et souligne le sérieux de notre engagement à cet égard en donnant un fondement législatif à la politique du multiculturalisme;
- Les modifications apportées à la Loi sur les langues officielles donnent un cadre moderne à notre politique dans ce domaine et élargissent les droits linguistiques des minorités francophones et anglophones du Canada;
- Le Programme canadien de paiements pour utilisation publique assure pour la première fois aux auteurs canadiens une indemnisation pour le prêt de leurs oeuvres par les bibliothèques;
- En modifiant la Loi sur le droit d'auteur, nous avons renforcé les droits des artistes et prévu des mécanismes leur permettant de toucher des droits pour leurs oeuvres;
- Sur la scène internationale, nos initiatives culturelles ont permis la signature d'accords de coproduction cinématographique dans le monde entier, la création d'une commission internationale du théâtre de langue française et la distribution du réseau français TV5 dans toute l'Amérique du Nord;

RENFORCER LA NATION (suite)

Le bilan (suite)

- Nous avons doté l'industrie cinématographique canadienne d'un cadre global qui prévoit, entre autres, la création d'un marché distinct pour les droits de distribution au Canada de films étrangers et l'établissement d'un nouveau fonds de distribution cinématographique de 85 millions \$;
- La loi proposée sur la radiodiffusion améliore la programmation canadienne, offre des stimulants aux radiodiffuseurs canadiens et confère au CRTC de nouveaux pouvoirs dans l'application des règlements et des conditions de licence qui régissent la radiodiffusion au Canada;
- Nous avons modifié la Loi sur la citoyenneté pour la rendre conforme à la Charte des droits et libertés et pour qu'elle traduise mieux les avantages et les responsabilités découlant de la citoyenneté;
- Grâce aux changements que nous avons apportés au système de détermination du statut de réfugié, nous disposons désormais d'un système plus efficace et plus juste pour les réfugiés authentiques qui, parallèlement, décourage les fraudeurs qui tentent de contourner le processus établi d'immigration;
- Nous avons renforcé la souveraineté nationale dans l'Arctique en prenant des mesures pour accroître la compétence juridique du Canada sur les terres et les eaux du Grand Nord;

RENFORCER LA NATION (suite)

Le bilan (suite)

- Grâce à notre programme de modernisation des Forces armées canadiennes, nous avons accru leur capacité de respecter nos engagements nationaux et internationaux; nous avons aussi donné à la marine canadienne les moyens de patrouiller trois océans pour la première fois dans notre histoire;
- L'acceptation de responsabilités accrues pour assurer la défense de notre propre souveraineté est la base de nos arrangements de sécurité collective au sein de l'OTAN et du NORAD.

L'avenir

Confiants dans les atouts et les valeurs de la nation canadienne, nous allons continuer d'exercer un leadership fondé sur la coopération, la conciliation et l'écoute. À bien des égards, le Canada est un pays unique qui peut apporter énormément à ses propres citoyens et à la communauté mondiale. Nous saisissons toutes les occasions de renforcer la nation :

- En mettant en oeuvre l'Accord du lac Meech une fois qu'il aura été ratifié par les deux provinces qui ne l'ont pas encore fait;
- En ralliant tous les Canadiens à une politique de multiculturalisme qui respecte et valorise la diversité des origines ethniques au Canada et qui offre à tous justice et égalité des chances;

249-50-51-259
262-3.

RENFORCER LA NATION (suite)

L'avenir (suite)

- En continuant d'appuyer la politique des langues officielles tout en reconnaissant les avantages de nos langues patrimoniales;
- En comptant sur le succès des artistes canadiens pour diffuser et commercialiser la culture canadienne à l'étranger;
- En tablant sur l'avance technologique que détient le Canada dans les secteurs des communications et de l'aérospatiale, notamment en lançant un programme spatial national;
- En redonnant au Canada sa réputation d'asile sûr pour les réfugiés authentiques;
- En exerçant activement la souveraineté nationale du Canada dans le Nord et dans nos eaux territoriales et en agissant en pays souverain dans les instances internationales;
- En accroissant l'efficacité des Forces armées canadiennes et en leur conférant un rôle visible et important sur les scènes nationale et internationale.

HONORER LES ENGAGEMENTS DU CANADA

Le défi

Il y a quatre ans, le Canada n'était plus en mesure de jouer pleinement son rôle traditionnel de puissance moyenne dans les relations internationales. Les relations canado-américaines avaient dégénéré en une série de querelles mesquines et nos alliés de l'OTAN mettaient en doute le sérieux de l'engagement canadien à l'égard de la défense collective. Après des années de négligence en politique étrangère, les Libéraux n'étaient plus à la hauteur des responsabilités internationales du Canada.

Le bilan

En 1984, le gouvernement PC a été porté au pouvoir en promettant de faire rayonner le Canada sur la scène internationale. Par une politique étrangère agissante et responsable, il entendait proclamer la souveraineté et l'indépendance du Canada tout en le faisant participer activement à la vie internationale. À cette fin, nous avons :

- Contribué à la création du Groupe de travail de haut niveau sur la limitation des armements conventionnels en Europe;
- Nommé un ambassadeur canadien pour le désarmement;
- Fait la promotion de nouvelles techniques de contrôle des armements, en accueillant

HONORER LES ENGAGEMENTS DU CANADA (suite)

Le bilan (suite)

- notamment une importante conférence internationale sur la vérification sismographique des essais nucléaires interdits;
- Rétabli la crédibilité de l'engagement canadien auprès de l'OTAN et de NORAD;
 - Augmenté le volume de l'aide publique au développement, pour le faire passer à près de 3 milliards \$ par an, et établi de nouvelles priorités à ce chapitre;
 - Fourni 170 millions \$ à l'Afrique frappée par la sécheresse et pris l'engagement de verser 150 millions \$ au programme Afrique 2000, qui vise le développement à long terme de ce continent;
 - Annulé les dettes des sept pays francophones et des six pays du Commonwealth les moins développés d'Afrique subsaharienne;
 - Été constamment aux premiers rangs de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud;
 - Pris l'initiative dans la création d'un Fonds de contribution volontaire pour la promotion des droits de la personne;
 - Légiféré en vue d'établir le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique;

HONORER LES ENGAGEMENTS DU CANADA (suite)

Le bilan (suite)

- Joué un rôle de premier plan dans les efforts internationaux visant à réduire les menaces à l'environnement mondial, notamment dans l'élaboration du protocole de Montréal sur la protection de la couche d'ozone;
- Fait la promotion internationale des valeurs et de la culture canadiennes par d'ambitieux programmes d'échanges, le parrainage de tournées d'artistes, la conclusion d'accords de relations sportives et l'implantation de programmes d'études canadiennes à l'étranger;
- Favorisé les relations économiques et culturelles avec les pays du bassin du Pacifique.

L'avenir

Nous croyons que, de par son caractère bilingue et multiculturel, le Canada peut jouer un rôle important et tout à fait particulier dans le monde. Nous allons aborder les affaires mondiales dans un esprit d'ouverture, de confiance et de responsabilité et miser sur les points forts du Canada pour contribuer au règlement des problèmes internationaux, en prenant les mesures suivantes :

- Insister sur le fait que nous sommes continuellement disposés à participer aux efforts de maintien de la paix dans le monde;

HONORER LES ENGAGEMENTS DU CANADA (suite)

L'avenir

- la perspective canadienne aux fins de la limitation des armements conventionnels, par le biais de nos interventions au sein de forums comme la Conférence sur la coopération en Europe;
- les effectifs placés sous le commandement de l'OTAN en Europe et munir les blindées de nouveaux chars de combat;
- l'aide canadienne sur les besoins des pauvres et insister davantage sur le développement des ressources humaines;
- les efforts tant bilatéraux que multilatéraux pour réduire la dette écrasante du Tiers Monde;
- l'avant-garde de la lutte contre la criminalité internationale;
- l'engagement à la défense des personnes dans le monde;
- les démarches auprès des Nations Unies, d'autres organismes multilatéraux pour l'environnement mondial et les problèmes actuels avant que ne se produisent des dommages irréversibles;
- la culture canadienne à l'étranger,

HONORER LES ENGAGEMENTS DU CANADA (suite)

L'avenir (suite)

notamment dans la région Asie-Pacifique, par la conclusion de nouveaux accords culturels et le resserrement des liens parlementaires avec le Japon, la Chine, l'Inde et d'autres pays du Pacifique.